

L'Adresse—M. de Jong

● (1110)

Quant à la déclaration des évêques, que je respecte, je trouve qu'elle n'insiste pas assez sur la nécessité d'établir un équilibre. Je leur sais gré de nous avoir mis en garde contre une trop grande dépendance vis-à-vis de la technologie, mais je préférerais qu'on accorde plus d'importance à un juste équilibre, tant dans la déclaration des évêques que dans les remarques du député.

M. de Jong: Le député a raison, monsieur le Président, en réalité, la balance penche tellement du côté des entreprises de capital que l'industrie ou l'État ne reconnaissent guère le bien-fondé de ce que les évêques appellent l'utilisation d'une technologie moyenne. Voici un passage de leur déclaration:

Nous ne prôtons pas ici un arrêt du progrès technologique, mais plutôt un réaménagement des valeurs et priorités du développement économique.

J'aimerais donner au député un exemple dans le secteur énergétique: si un propriétaire dépense autant d'argent pour isoler sa maison qu'il en coûte pour construire un réacteur nucléaire, il économisera plus d'électricité que le réacteur nucléaire est capable d'en produire. L'isolation des maisons n'est pas une industrie de capital, car elle fournit du travail et rend le consommateur plus indépendant. Il ne dépend plus de la compagnie d'électricité et n'a plus à régler chaque mois d'énormes factures afin de payer le réacteur nucléaire, sans parler des intérêts sur la dette.

Il y a deux façons d'envisager le progrès. D'abord, l'industrie nucléaire, qui consomme énormément de capital, menace l'environnement et produit de l'électricité très coûteuse. Une autre solution serait d'opter pour l'isolation des maisons et l'économie d'énergie. Il serait certes beaucoup plus avantageux pour les gens ordinaires de dépenser ces mêmes sommes pour économiser de l'énergie que pour payer un réacteur nucléaire. Pourtant, dans son exposé financier, le gouvernement sabre dans le Programme d'isolation thermique des maisons canadiennes et le programme d'énergie de rechange grâce auquel sont mises au point de nouvelles formes d'énergie qui permettraient de réaliser d'importantes économies et favoriseraient davantage l'indépendance énergétique du Canada, de ses localités et de ses citoyens. Pourtant il n'a jamais été question dans l'exposé du ministre des Finances (M. Wilson) de sabrer dans les crédits du secteur nucléaire.

L'industrie nucléaire a coûté des milliards de dollars. On a dû fermer des usines sous-utilisées de traitement de l'eau lourde ont dû être fermées. On a décommandé des usines d'énergie nucléaire et cela a coûté très cher au contribuable. Toutefois le ministre des Finances n'a pas réduit d'un seul cent les crédits que nous continuons de consacrer au secteur nucléaire. Le député se doute bien que la balance penche du côté de programmes capitalistiques, et non pas de programmes de mise au point de technologies de remplacement qui seraient plus avantageux pour les Canadiens sur le plan de la création d'emplois et nécessiteraient moins de capitaux.

● (1115)

M. Stackhouse: Monsieur le Président, les députés et les Canadiens doivent comprendre, mais la plupart de ces derniers le comprennent déjà, que le député a établi une fausse dichotomie entre les industries de main-d'œuvre et les industries de capital dans l'exemple qu'il a donné de l'isolation thermique des maisons et des générateurs hydroélectriques à réacteur

nucléaire. Il ne s'agit pas d'une querelle concernant l'écologie et l'économie. Il s'agit plutôt de veiller à favoriser les progrès techniques nécessaires dans notre société et ailleurs dans le monde où l'on en a un plus grand besoin et, par ailleurs, de ne pas oublier de combler ce besoin vital qu'a l'humanité de possibilités d'emploi.

Or la réalité brutale dans la plupart des autres pays c'est qu'ils ont de la technologie et des progrès que nous avons connus dans le monde occidental. En ce qui concerne l'énergie électrique, on a beau isoler les maisons pour économiser l'énergie du mieux que nous le pouvons, nous aurons toujours désespérément besoin d'électricité en quantités suffisantes pour répondre aux besoins énormes de la société à cet égard. Il nous faut les deux.

Ce qu'il nous faut ce n'est pas nécessairement des réacteurs nucléaires. Ils représentent une solution de rechange. Nous avons néanmoins besoin de centrales génératrices faisant usage de la technologie de pointe. Quant à savoir si elles devraient fonctionner à l'énergie nucléaire ou à quelque autre forme d'énergie, c'est une toute autre question. Par contre, nous ne pouvons tout simplement pas maintenir le niveau de vie auquel nous sommes parvenus et que nous exigeons maintenant au Canada sans un progrès technologique approprié. Cela représentera un besoin humain aussi grand que l'autre.

M. de Jong: Exactement, monsieur le Président. Il s'agit de savoir quel genre de progrès technologique. Sera-ce un progrès technologique qui profite à la population, qui réduit les coûts de production, qui est écologiquement sain et également socialement utile, ou sera-ce un progrès technologique d'un type réellement exploiteur? Les pays du tiers monde n'ont pas les moyens de se payer des réacteurs nucléaires. C'est là une technologie qui leur est de bien peu d'utilité. Ils ont besoin de technologies à leur mesure. Les turbines verticales, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, voilà le genre de technologies qui conviennent le mieux non seulement aux pays du tiers monde, mais aussi au Canada et au reste du monde industrialisé.

Dans son exposé économique, le ministre des Finances met l'accent sur les formes de production énergétique qui appellent des mégaprojets dévoreurs de capitaux. Il impose des restrictions dans les formes qui recèlent à mon avis des possibilités d'avenir, c'est-à-dire les technologies appropriées à nos besoins comme, par exemple, les technologies à petite échelle, celles qui mettent en valeur l'énergie éolienne ou solaire et qui favorisent la conservation de l'énergie. La solution à notre problème réside dans un heureux mélange de ces technologies. Ce sont elles qui nous permettront de produire plus d'énergie et d'en économiser davantage, plutôt que les centrales nucléaires qui nécessitent beaucoup de capitaux.

Je reproche au gouvernement de continuer dans la voie même que les libéraux ont empruntée durant tant d'années et de ne pas se définir une nouvelle orientation. S'il imposait des restrictions dans le secteur nucléaire et s'il consacrait aux programmes d'isolation des maisons et d'énergie de remplacement tous les milliards de dollars versés en subventions à ce secteur, je dis aux députés d'en face que cela susciterait un climat extraordinaire de bonne volonté politique chez les Canadiens et les Canadiennes qui ne pourraient qu'applaudir le gouvernement actuel. Ils se rendraient compte que nous avons un gouvernement riche d'idées nouvelles et doté d'un sens de nouvelle orientation, non un gouvernement lié et redevable aux intérêts financiers. Il n'en a malheureusement rien fait. Nous devons